

Syndicat des transports d'Ile-de-France

Délibération n° 2009/0307

Séance du 2 Juin 2010



**MODALITES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS
EN PROCEDURE ADAPTEE**

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 février 2010 annulant le décret n° 2008-1356 du 19 décembre 2008 portant relèvement de certains seuils du Code des Marchés Publics ;
- VU** les articles 1^{er}, 28, 40 et 146 du Code des Marchés Publics ;
- VU** la délibération n° 2009/0124 du 11 février 2009 adoptant les modalités de passation des marchés publics en procédure adaptée ;
- VU** le rapport n° 2010/0307 ;
- VU** l'avis de la Commission économique et tarifaire du 25 mai 2010 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : la présente délibération annule et remplace la délibération n° 2009/0124 du 11 février 2009 ;

ARTICLE 2 : Les marchés publics passés dans le cadre de la procédure adaptée le sont dans les conditions suivantes :

Règles relatives à la publicité et la mise en concurrence

1) Marchés inférieurs à 90 000 € HT

Les marchés d'un montant inférieur ou égal à 4 000 € HT font l'objet de la consultation d'un seul prestataire.

La mise en concurrence des marchés compris entre 4 001 et 45 000 € HT s'effectue sur la base d'un cahier des charges par une consultation directe de 3 entreprises.

La mise en concurrence des marchés compris entre 45 001 et 90 000 € HT s'effectue, sur la base d'un cahier des charges, par le biais d'une publicité dans la presse locale ou un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné ou encore un journal d'annonces légales ou par une consultation directe de 4 (quatre) entreprises, accompagnée d'une publicité sur le site internet du STIF.

2) Marchés compris entre 90 000 € HT et 206 000 € HT

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Code des Marchés Publics, les marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € font l'objet d'une publicité, soit dans le BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics), soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales et sont accompagnés d'une publicité sur le site internet du Syndicat des Transports d'Ile-de-France.

Ces marchés donnent lieu à la rédaction d'un dossier de consultation des entreprises adapté à l'objet du marché.

Règles relatives à l'ouverture des offres

Les marchés d'un montant inférieur ou égal à 4 000 € HT ne font l'objet d'aucune modalité particulière d'ouverture des offres.

Les marchés d'un montant compris entre 4 001 € HT et 45 000 € HT ne font pas l'objet d'une modalité particulière d'ouverture des offres.

Les marchés d'un montant compris entre 45 001 € HT et 90 000 € HT passés après une mise en concurrence dans la presse locale, un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné, un journal d'annonces légales ou par la consultation directe de 4 (quatre) entreprises font l'objet d'une ouverture en commission d'ouverture des plis qui est composée d'agent(s) du STIF.

Cette commission, après avoir pris connaissance du contenu et de l'analyse des offres proposera à la signature de la personne responsable du marché le titulaire du marché, sur la base d'un rapport d'analyse des offres.

Au-delà de 90 000 € HT, les marchés sont attribués après avis de la Commission d'Appel d'Offres. Celle-ci est convoquée et tient séance selon les dispositions prévues à cet effet par le Code des Marchés Publics.

La Commission d'Appel d'Offres n'a compétence que pour émettre un avis sur le choix du titulaire du marché. La directrice générale reste seule compétente quand à la décision de choix du titulaire et de signature ou non du marché.

ARTICLE 3 : la directrice générale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile-de-France.

Le président du conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France

Jean-Paul HUCHON

